

PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Chartres, le 27 juin 2019

Unité départementale de l'Eure-et-Loir

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

à

Madame la Préfète d'Eure-et-Loir – BPE

Demande d'autorisation d'exploiter un établissement de stockage d'artifices pyrotechniques

Société Le 8^{ème} Art

N° ICPE 100.00049

Lieu-dit de La Vallée Louvet sur le territoire de la commune des Villages Vovéens

1. OBJET DE LA DEMANDE

Par lettre déposée en préfecture de l'Eure-et-Loir en date du 7 février 2007, Monsieur METAYER Gérard agissant en qualité de président de la SAS Le 8^{ème} Art dont le siège social est actuellement situé au BP 4, 27310 Bourg-Achard sollicite l'autorisation d'exploiter un établissement de stockage et de mise en liaison d'artifices de divertissement sur le lieu-dit de La Vallée Louvet, parcelle cadastrale XE38, au 28150 Les Villages Vovéens sur la route de Genonville, dans le cadre d'une modification d'activités.

Un arrêté préfectoral de mise à l'enquête publique a été délivré le 25 septembre 2009, et celle-ci a donné lieu à un avis favorable par le commissaire-enquêteur le 29 décembre 2009. Toutefois, du fait du changement de la réglementation pyrotechnique et du souhait de l'exploitant de modifier son activité par rapport au dossier d'autorisation initial, aucune suite à la procédure n'a été donnée.

Par courrier du 5 février 2019, le pétitionnaire a déposé un dossier modificatif le 5 février 2019 en réorientant son activité vers du stockage d'artifices de divertissement. Cette demande porte sur une activité d'exploitation de 10 bâtiments de stockage d'artifices de divertissement.

1.1. Note de présentation non technique

Conformément aux articles R. 512-8 et R. 512-9 du code de l'environnement la note de présentation non technique décrit l'établissement, son historique administratif, l'environnement dans lequel il est implanté et le projet objet de la demande d'autorisation environnementale. Il positionne le projet au regard de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
4220	1	A	Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public	Dépôts de stockage d'artifices de divertissement	Quantité <u>équivalente</u> totale de matière active susceptible d'être présente	≥ 500	kg	2467	kg

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
1530		NC	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public	Stockage d'accessoires de tirs	Volume susceptible d'être stocké	< 1000	m³	3	m³
1532		NC	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public	Stockage d'accessoires de tirs	Volume susceptible d'être stocké	< 1000	m³	12	m³
2662		NC	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Stockage d'accessoires de tirs	Volume susceptible d'être stocké	< 100	m³	3	m³

1.2. Nature et volume des activités

Les installations relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées à l'article 1.2.1 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint.

Le site n'est pas classé Seveso selon les règles de dépassement direct de seuil ou de cumul seuil définies à l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

1.3. Maîtrise d'urbanisation

L'étude de dangers ainsi que le projet d'arrêté préfectoral précisent que plusieurs moyens de prévention et de protection sont mis en place pour limiter la probabilité d'occurrence ou les conséquences d'un éventuel incendie :

- respect du timbrage,
- élaboration de modes opératoires complétés de consignes adéquates,
- respect des règles de stockage et des groupes de compatibilité,
- formation du personnel aux risques pyrotechniques et réalisation d'exercices incendie réguliers,
- entretien du site,
- contrôle et maintenance des installations,
- mesures de prévention et de protection contre l'incendie,
- mesures organisationnelles.

Ces mesures sont adaptées à la nature des risques identifiés et cohérentes par rapport aux mesures habituellement mises en place dans le secteur d'activité pyrotechnique.

Selon les critères réglementaires d'appréciation de la maîtrise des risques accidentels par le pétitionnaire correspondant à des dommages potentiels aux personnes à l'extérieur de l'établissement, le risque résiduel est acceptable. Le pétitionnaire a mis en œuvre les mesures de maîtrise du risque envisageables à un coût économiquement acceptable.

Néanmoins, malgré les mesures prises par le pétitionnaire, la modélisation des effets thermiques fait apparaître par endroits des dépassements des flux thermiques en dehors des limites de propriété.

L'inspection rappelle que le dossier modificatif déposé a conduit à une réduction des zones d'effets par rapport au dossier de demande d'autorisation.

En effet, les modélisations montrent qu'en cas d'incendie, les flux thermiques rayonnés de 3 kW/m², correspondant au seuil des effets irréversibles, sortent par certains endroits (et non sur tout le pourtour) jusqu'à environ 15 m des limites du site à l'Ouest, 8 m au Nord, 6 m à l'Est, et 5 m au Sud.

De même des flux thermiques rayonnés de 5 kW/m², correspondant au seuil des effets létaux, sortent de manière minimale des limites du site sur une distance inférieure à 1 m.

Aucun de ces flux n'atteint de constructions à usages d'habitation, ou de zones destinées à l'habitation ; les espaces touchés sont prévus pour un seul usage agricole.

L'inspection des installations classées joint un document d'information pour l'établissement, établi en application de la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter à connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.

En conséquence des éléments précédents, des prescriptions ont été intégrées à l'article 1.5.2 du projet d'arrêté préfectoral par la mise en place de zones de protection.

2. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Le projet de prescriptions ci-joint tient compte des mesures prévues par le pétitionnaire et de celles imposées par la réglementation, notamment l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter détaille l'ensemble des mesures de maîtrise des impacts et des risques engendrés par l'installation sur les enjeux identifiés.

Avant de présenter les prescriptions supplémentaires proposées, le présent rapport de synthèse s'attarde sur le principal enjeu du projet : le risque d'incendie engendré par les installations du site.

2.1. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

2.1.1. En relation avec la procédure d'instruction

Par courrier du 9 novembre 2009, le SDIS a émis un avis favorable au dossier, et demande au pétitionnaire de respecter les remarques reprises ci-après :

Il doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, au minimum les moyens définis ci-après :

- par un poteau d'incendie de 100 mm normalisé (NF 61.213) piqué sur une canalisation assurant un débit minimum de 1000 litres/minute, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200) et placé à moins de 300 mètres du bâtiment par les chemins praticables.

Cet hydrant doit être implanté en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.

En cas d'impossibilité, la défense extérieure contre l'incendie est assurée par les moyens suivants :

- par une réserve de 120 m³ en s'assurant notamment que :
 - a) la plate-forme d'utilisation offre une superficie de 32 m² (8 m x 4 m) afin d'assurer la mise en œuvre aisée des engins de sapeurs-pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à cette plate-forme devra être assurée par une voie engin de 3 m de large, stationnement exclu ;
 - b) ce point d'eau est accessible en toute circonstance, clôturé et muni d'un portillon d'accès ;
 - c) le point d'eau est signalé et curé périodiquement ;
 - d) la hauteur d'aspiration est inférieure à 6 m ;
 - e) le volume d'eau contenu dans cette réserve est constant en toute saison.

Toutefois, lorsque l'alimentation de cette réserve d'eau est assurée par un réseau d'eau communal, la capacité requise peut être réduite du double du débit d'horaire de l'appoint et répondre néanmoins aux conditions précédemment énoncées.

Les recommandations du SDIS ont été intégrées aux prescriptions du projet d'arrêté préfectoral aux articles 7.7.2 et 7.7.4.

2.1.2. Selon l'analyse des services instructeurs et du service coordonnateur

Par courrier du 10 juillet 2018, l'inspection a attiré l'attention de le pétitionnaire sur les éléments suivants :

- modalités de calcul des zones d'effets pyrotechniques,
- circulation interne pyrotechnique,
- prise en compte des effets dominos entre bâtiments de stockage et transport d'artifices de divertissement,
- impacts liés à l'activité de brûlage des déchets pyrotechniques,

- définition des mesures de prévention et protection, et fréquence d'entretien.

Sur la base de ces éléments, le pétitionnaire a réorienté son activité vers de l'unique stockage d'artifices de divertissements, en supprimant notamment la mise en liaison des artifices de divertissement et la destruction des déchets pyrotechniques à l'air libre.

Par ailleurs, le pétitionnaire a aussi réduit la quantité de matières actives stockées sur le site et a défini un ensemble de mesures de maîtrise des risques, tant techniques qu'organisationnelles.

La prise en compte de ces éléments a permis de réduire notablement les zones d'effets hors du site, notamment les zones d'effets létaux, dépassant de manière minime les limites du site à certains endroits.

En conséquence de quoi, la probabilité d'accident et la gravité ont été revus la baisse, conduisant à une diminution du risque.

Les mesures de maîtrise des risques sont intégrées à l'article 7.5.1 du projet d'arrêté préfectoral.

3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

CONSIDERANT que le dossier modificatif apporté par le demandeur a apporté des modifications à son projet initial en procédant à une réduction des quantités de matières dangereuses stockées dans le projet, en orientant l'activité vers du stockage seulement, en modifiant la sous-division des risques de ses artifices de divertissement, et par suite les risques d'atteinte irréversibles ont été limités à moins de 15 mètres de l'installation en cas d'incendie et que les risques d'atteinte létale ont été réduites à moins de 1 mètre des limites du site, de même que la probabilité d'accident a été réduite d'une classe

CONSIDERANT que les activités exercées par la société LE 8EME ART ont fait l'objet de réduction des risques à la source

CONSIDERANT que les mesures prévues sont de nature à prévenir efficacement les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques ainsi que pour la protection de la nature et de l'environnement

CONSIDERANT que les mesures mises en place au titre de la maîtrise du risque d'accidents envisageables à l'extérieur de l'établissement permettent de considérer le risque comme acceptable

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau

CONSIDERANT que les zones d'effets Z1 et Z2, délimitées par le seuil des effets létaux significatifs, sont confinées dans l'enceinte du site, et ce en application de l'article 17 de l'arrêté du 20 avril 2007

CONSIDERANT que les zones d'effets pyrotechniques Z3 et Z4, délimitées respectivement par le seuil des effets létaux et des effets irréversibles pour la vie humaine, sortant des limites de propriété concernant des chemins ruraux et zones agricoles où la présence de personnes est au plus d'une

CONSIDERANT que le pétitionnaire a mis en place des dispositions, tant techniques qu'organisationnelles, afin de prévenir les risques d'incendie et d'explosion susceptibles de survenir au niveau de ses installations

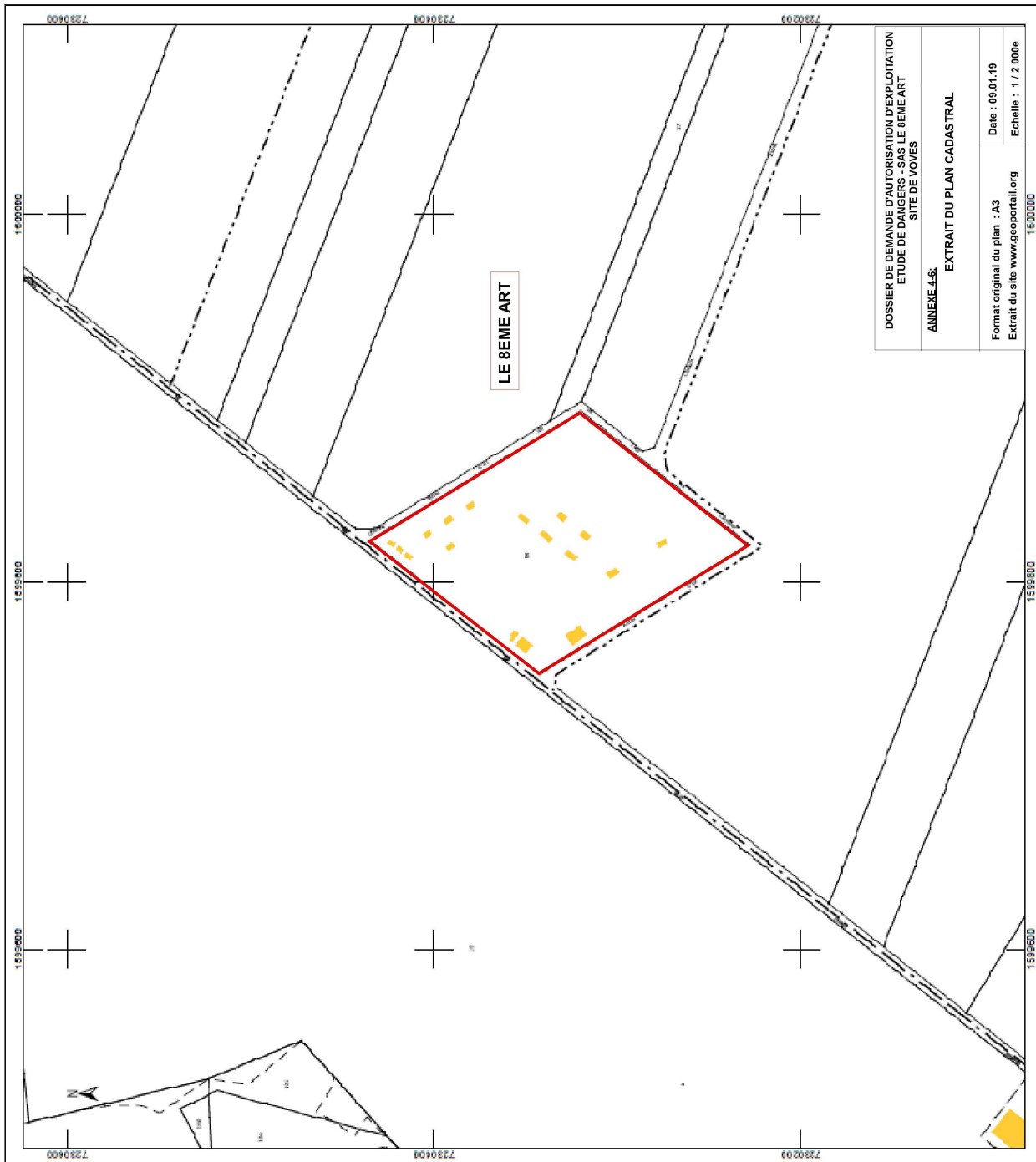
Au vu des éléments fournis par la société Le 8ème Art dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire, l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie de l'activité de stockage d'artifices de divertissement projeté par la société Le 8ème Art sur le territoire de la commune des Villages Vovéens.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de l'Eure-et-Loir d'accorder l'autorisation environnementale sollicitée par la société Le 8ème Art sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R. 512-25 du code de l'environnement les dispositions du projet d'arrêté préfectoral peuvent être présentés au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires.

PJ : Plan de situation cadastrale

ANNEXE 1 : Plan de situation cadastrale



DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Département :
EURE ET LOIR

Commune :
LES VILLAGES

Section : XE
Feuille : 000 XE 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 10/02/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93OC48

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF EURE ET LOIR
5, Place de la République 28019
28019 CHARTRES Cedex
tél. 02 37 18 70 83 - fax
sdif.eure-et-loir@dirp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes
publics

